



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Roodt-sur-Syre, le 27 novembre 2015

Débat sur la Coopération au Parlement :

Romain Schneider appelle les ministères, les communes et les politiciens à assumer leurs responsabilités pour une politique d'achat équitable

Dans le cadre de sa campagne « Fair Politics » et avant le débat sur la Coopération au Parlement, le Cercle de Coopération a remis le 17 novembre dernier au Président de la Chambre, Mars Di Bartolomeo, une question sur la cohérence des politiques pour le développement. Cette question a été jugée comme la plus urgente à traiter dans un sondage réalisé auparavant auprès du grand public : « *Quelles mesures concrètes le gouvernement prendra-t-il afin de garantir que l'Etat et ses administrations consomment de manière plus équitable et ne contribuent pas avec leurs achats à l'exploitation des ressources primaires et humaines dans les pays en développement ?* »

Dans le débat au Parlement le jour même, les orateurs des partis du gouvernement aussi bien que de l'opposition (CSV, DP, déi gréng) ont évoqué le sujet du commerce équitable dans le cadre des achats publics.

Nancy Arendt (CSV) a fait remarquer qu'il « *faudrait faire dans tous les domaines politiques un contrôle systématique et conséquent, car seulement à ce moment-là pourra-t-on parler vraiment d'une politique cohérente en matière de développement et de durabilité* ». Elle exigeait également « *qu'on fasse attention à une politique d'achat plus équitable, par exemple en achetant des produits qui répondent à des critères durables et socialement responsables et qui sont donc en accord avec la politique de développement. Nous souhaitons soulever la question où nous en sommes avec nos achats publics (ministères, communes et administrations publiques) en ce qui concerne les produits issus du commerce équitable ?* »

Gusty Graas (DP) a clarifié dans ses propos qu'il faut « *une fois de plus attirer l'attention sur la consommation de produits Fairtrade. Nous remarquons toujours que les institutions*

publiques, l'Etat en premier lieu, ne montrent pas suffisamment d'engagement dans ce domaine. Au niveau individuel également, chacun peut encore faire des efforts. »

Dans son discours, **Claude Adam** (déi gréng) a plaidé pour la cohérence qui à présent fait encore défaut: *« L'appel de recourir de manière résolue à des produits durables dans les administrations publiques n'a pas encore eu le succès que nous lui souhaitons. Nous pouvons apporter une contribution précieuse à un monde plus équitable en ayant recours aux produits issus du commerce équitable. Aujourd'hui encore, nous acceptons par nos achats publics l'exploitation d'hommes et de femmes dans de nombreux endroits du monde. On s'aperçoit aussi qu'il ne s'agit pas d'une question de prix, car dans de nombreuses administrations publiques et communes se trouvent des machines à café pour lesquelles le prix au kilo des capsules se situe entre 80 et 90 euros, sans parler de l'empreinte écologique des emballages. Nous devons arrêter d'agir de manière aveugle en ce qui concerne les achats publics.*

En octobre 2014, tous les partis de la Chambre des députés ont revendiqué de manière consensuelle une politique d'achats équitable de la part du Parlement. C'était il y a un ans. Quand je demande des nouvelles sur l'état actuel des choses, on me répond que cela roule. Mais j'ai l'impression que les freins n'ont pas encore été desserrés et je serais content de pouvoir faire un constat différent d'ici une année. »

Dans son discours de clôture, Romain Schneider a attiré l'attention sur le fait que la responsabilité pour les achats publics ne se trouve pas en premier lieu auprès du Ministère de la Coopération. C'est pourquoi il a appelé aussi bien les ministères que les communes ainsi que les politiciens en tant qu'individus d'assumer leurs responsabilités pour une politique d'achat équitable.

Suite à ce débat, Fairtrade Lëtzebuerg et le Cercle de Coopération revendiquent la mise en œuvre de mesures concrètes de la part du gouvernement entier, afin qu'une politique d'achat cohérente et équitable devienne enfin une réalité au Luxembourg. À côté d'une politique de sensibilisation interne auprès de tous les acteurs publics responsables des achats, un autre pas important doit suivre, à savoir la transposition de la directive européenne sur la passation des marchés publics dans le droit national.

Note : *Les politiciens cités nous ont fourni les versions originales de leurs déclarations en langue luxembourgeoise. Leurs discours ont été librement traduits par Fairtrade Lëtzebuerg.*